

CONVENTION

AIDE à L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (AIE)

**VALENCE ROMANS AGGLO
DEPARTEMENT DE LA DROME**

**EURL BROTTES
SCI LES QUATRE SAISONS**

- Vu le Code des collectivités territoriales et notamment son article L1511-3 tel que modifié par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu le règlement RGE (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprise de VALENCE ROMANS AGGLO, adopté par délibération du Conseil communautaire du 29/03/2017 ;
- Vu la convention de délégation d'octroi de l'aide à l'immobilier d'entreprise entre Valence Romans Agglo et le Département de la Drôme signée le 21/06/2017 ;
- Vu la demande déposée par l'EURL BROTTES le 15/04/2019 ;
- Vu l'avis favorable de la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme émis le 27 janvier 2020 ;
- Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental de la Drôme du 30 mars 2020 ;

ENTRE

VALENCE ROMANS AGGLO, représentée par Nicolas DARAGON, Président du Conseil communautaire, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, autorisé par délibération du Conseil communautaire du 29/03/2017, désigné ci-après "l'EPCI" ;

ET

Le **DEPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental, agissant au nom et pour le compte dudit Département, autorisé par une délibération de la Commission permanente du 30 mars 2020, désigné ci-après "le Département" ;

ET

L'EURL BROTTES, dont le siège social est à Châteaudouble, immatriculée au RCS de Romans sous le numéro 517688594, représentée par Claude BROTTES, agissant au nom et en sa qualité de gérant de ladite société, désignée ci-après comme "l'entreprise" ;

ET

La **SCI LES QUATRE SAISONS**, dont le siège social est à Chabeuil, représentée par Claude BROTTES, désignée ci-après comme "la SCI" ;

PREAMBULE

Le Département souhaite continuer à favoriser l'installation et le développement d'entreprises sur le territoire concourant à la création d'emplois durables et qui s'engagent dans une démarche respectueuse de l'environnement.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République, dite « loi NOTRe » a attribué aux communes, à la métropole de Lyon, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre la compétence de définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

Ces aides revêtent la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché.

Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par voie de convention passée avec le Département, lui déléguer la compétence d'octroi de tout ou partie de ces aides.

Par délibération du **29/03/2017**, l'EPCI a instauré une aide en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles et a décidé de déléguer au Département la compétence d'octroyer cette aide aux entreprises qui peuvent en bénéficier.

Le projet de l'EURL BROTTE a été retenu comme créateur d'activité pour l'EPCI et le Département.

La présente convention a pour objet le suivi de l'aide, versée à un organisme relais, jusqu'au bénéficiaire final et les conditions de versement et de remboursement de cette aide en fonction des obligations respectives des parties.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – MONTANT DE L'AIDE

L'EPCI alloue une aide de **1 500,00 €** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Chabeuil, aide à verser à la SCI LES QUATRE SAISONS au titre d'organisme relais.

Le Département alloue une aide de **13 500,00€** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Chabeuil, aide à verser à la SCI LES QUATRE SAISONS au titre d'organisme relais.

Ces aides sont allouées sur la base du régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

ARTICLE 2 – PROGRAMME AIDE ET CONTREPARTIES

Les aides de l'EPCI et du Département sont attribuées à l'entreprise pour la réalisation d'un programme immobilier d'un montant de **946 800,00 € HT**.

De plus, l'entreprise, bénéficiaire final de l'aide doit justifier, à son lieu d'implantation, entre **le 15/04/2019 et le 15/04/2022** d'une contrepartie en activité soit :

- la création de **5 emplois** en Contrat à Durée Indéterminée équivalent temps plein.

A sa demande, l'entreprise pourra se dégager de ses obligations si elle a créé les contreparties ci-dessus avant les délais impartis.

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE L'AIDE

Le paiement des sommes dues au titre de la présente décision est effectuée en trois versements. L'acompte ne pourra excéder 50% du montant prévisionnel de la subvention (aide intercommunale et départementale cumulée).

Le montant de l'aide pourra être réduit si le niveau de réalisation effectif du programme immobilier, décrit à l'article 2, n'atteint pas **200 000,00 €**. Le versement du 2ème acompte sera réduit, voire annulé, et un

remboursement de la subvention versée pourra être demandé si l'aide d'aide à l'immobilier d'entreprise.

Il est rappelé que l'échelonnement des versements sur une période supra-annuelle soumet obligatoirement les parties au respect des règles de l'annualité budgétaire.

Les documents justificatifs énumérés dans les articles 3-a, l'article 3-b et l'article 3-c doivent être présentés revêtus de la signature des parties et, s'il s'agit de copies, certifiés conformes à l'original par une autorité compétente.

a - Versement du premier acompte de 50%

Le versement de l'acompte s'élève à **7 500.00 €** soit :

DEPARTEMENT DE LA DROME..... 6 000.00 €
EPCI..... 1 500.00 €

Il est effectué au démarrage de l'opération sur présentation :

- de l'acte de vente signé.
- de la copie du contrat de location entre la SCI et l'entreprise.
- d'une attestation certifiant la répercussion de l'aide départementale par la SCI à l'entreprise.

b - Versement du 2^{ème} acompte de l'aide de 30%

Le versement du 2^{ème} acompte s'élève à **4 500,00 €** versé par : **DEPARTEMENT DE LA DROME.**

Il intervient un mois après l'installation de l'entreprise dans les locaux constatée par :

- un récapitulatif par nature des travaux, nom de l'entreprise et montant H.T permettant d'apprécier la recevabilité des dépenses réalisées et certifié par l'expert comptable ou CAC de l'entreprise.
- une attestation du président de l'EPCI, constatant l'installation de l'entreprise dans les locaux et sa date.

c - Versement du solde de l'aide

Au vu de la réalisation des contreparties conformément à l'article 7.

d - Conditions du versement

Les versements sont effectués au compte **de la SCI.**

Si l'entreprise fait l'objet d'une procédure judiciaire, la décision du Tribunal de Commerce de la mettre en liquidation ou de faire procéder à la cession des actifs de l'entreprise, entraîne de droit l'annulation du concours du Département et la suspension des procédures de paiement en cours.

ARTICLE 4 – VALIDITE de la DECISION D'OCTROI DE LA SUBVENTION

Le délai de validité de décision d'octroi est de 2 ans après le 31 décembre de l'année d'attribution, soit le 31/12/2021.

Il est prorogeable au maximum une fois, pour un an, par la Commission permanente du Conseil départemental dans des cas dûment justifiés. Toute dérogation complémentaire ne pourra être qu'exceptionnelle et sur décision de l'Assemblée départementale.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA SCI

La SCI s'engage :

- à réaliser l'opération telle que décrite à l'article 2 de la présente convention pour ce qui concerne le volet immobilier ou sous son contrôle dans le cas où elle mandate un tiers pour la réalisation de l'ouvrage.
- à répercuter l'intégralité de l'aide de l'EPCI et l'aide départementale à l'entreprise par atténuation des loyers.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander.

- à transmettre à l'EPCI et au Département toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après, dans un délai de un mois à compter de la date de leur survenance :

- en cas de modifications apportées aux conditions de location ou en cas de changement intervenant dans l'affectation et la destination des locaux visés à l'article 2 ;
- en cas de vente de l'immeuble décrit à l'article 2 précité.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise s'engage :

- à créer les emplois prévus à l'article 2 de la présente convention dans les délais impartis par cet article 2, **prenant en compte les emplois créés de façon consolidée par l'EURL BROTTES**. Ils devront être pourvus au jour du contrôle ; ne seront donc pas pris en compte les emplois créés et occupés temporairement en raison du départ volontaire ou non du salarié ;
- à occuper et à maintenir l'activité et les emplois sur le site subventionné par l'EPCI et le Département pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ;
- à solliciter l'accord préalable de l'EPCI et du Département avant tout projet de cession pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention. A défaut, l'entreprise s'engage à restituer la totalité de la subvention versée à l'EPCI et au Département.
- à apposer à l'entrée du bâtiment subventionné par l'EPCI et le Département une plaque comportant la mention : « **financé avec le soutien VALENCE ROMANS AGGLO et du DEPARTEMENT DE LA DROME** » ainsi que les logos intercommunal et départemental.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander dans le cadre de la présente convention ;
- à transmettre à l'EPCI et au Département toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après à compter de la date de leur survenance, immédiatement par tout moyen :
 - en cas de modification dans la répartition du capital ainsi que de toute cessation ou réduction notable de son activité, de dissolution ou de transfert de propriété des locaux ayant bénéficié de l'aide ;
 - en cas de procédure collective, de règlement ou de liquidation judiciaire ;

ARTICLE 7 – MODALITES DE CONTRÔLE DE RÉALISATION DES CONTREPARTIES

Un contrôle des engagements pris par l'entreprise en vertu de l'article 2 de la présente convention, est réalisé par l'EPCI et le Département à l'expiration du délai accordé pour la réalisation du programme, soit **le 15/04/2022**.

Le remboursement total ou partiel de l'aide consentie est exigé dans le cas où les dispositions des articles 2, 5 et 6 n'ont pas été respectées et à hauteur des montants appliqués aux emplois figurant dans la délibération de la Commission permanente visée plus haut.

ARTICLE 8 – CHARGE DU REVERSEMENT

La charge du reversement incombe :

- à la SCI, organisme intermédiaire, en cas de défaillance de l'entreprise dans ses engagements pris à l'article 6.
La SCI doit donc faire figurer les dispositions relatives à une demande de reversement dans le contrat qui la lie à l'entreprise.
- à l'entreprise, bénéficiaire final de l'aide, si la SCI ne jouit plus de la pleine propriété de l'immobilier objet de la subvention, à la demande de reversement.

Un examen des cas de défaillances rencontrées peut, en tant que de besoin, être effectué par la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme.

ARTICLE 9 – RESILIATION DU CONTRAT DE LOCATION

La SCI s'engage à informer sans délai l'EPCI et le Département de la résiliation du contrat de location en cas de manquement de l'entreprise à son obligation de payer les loyers dus.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention une fois signée entrera en vigueur à compter de sa notification aux parties. Elle prendra fin après extinction des obligations fixées dans les articles 2, 5, 6, 7 et 8 et constatées par l'EPCI et le Département.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention se fera par avenant.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par l'EPCI et/ou le Département par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

La liquidation judiciaire de l'entreprise exploitante entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention à la date de jugement de la liquidation. Toute subvention non versée à cette date sera réputée caduque.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le recours contentieux se fera auprès du Tribunal compétent.

Fait à Valence, le, en 4 exemplaires originaux.

EURL BROTTES,
Nom du signataire
Cachet

SCI LES QUATRE SAISONS,
Nom du signataire
Cachet

DEPARTEMENT DE LA DROME,

VALENCE ROMANS AGGLO,
Nom du signataire
Cachet



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 28/04/2020
Reçu en préfecture le 28/04/2020
Affiché le 04/05/2020
ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_46-DE



CONVENTION

AIDE à L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (AIE)

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE DROME

DEPARTEMENT DE LA DROME

SARL PROGREENTECH

SCI LRLM

- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprise de la Communauté de Communes du Val de Drôme, adopté par délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2017 ;
- Vu la délibération du Conseil départemental de la Drôme du 25 septembre 2017 adoptant la délégation de la compétence d'octroi de l'AIDE à L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE ;
- Vu la convention de délégation d'octroi de l'aide à l'immobilier d'entreprise entre la Communauté de Communes du Val de Drôme et le Département de la Drôme signée le 25 novembre 2017 ;
- Vu le Code des collectivités territoriales et notamment son article L1511-3 tel que modifié par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu le règlement RGEC (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu le régime cadre exempté de notification N° X68/2008 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;
- Vu la demande déposée par l'entreprise le 10/04/2019 ;
- Vu l'avis favorable de la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme émis le 27 janvier 2020 ;
- Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental de la Drôme du 30 mars 2020 ;

ENTRE

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE DROME, représentée par Jean SERRET, Président du Conseil communautaire, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté de communes, autorisé par délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2017, désigné ci-après "l'EPCI" ;

ET

Le **DEPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental, agissant au nom et pour le compte dudit Département, autorisé par une délibération de la Commission permanente du 30 mars 2020, désigné ci-après "le Département" ;

ET

La **SARL PROGREENTECH**, dont le siège social est à Alex, immatriculée au RCS de Romans sous le numéro 524674751, représentée par Olivier POUZIN et Mikaël STERI, agissant au nom et en leurs qualités de gérants de ladite société, désignée ci-après comme l'entreprise ;

ET

La **SCI LRLM**, dont le siège social est à Livron sur Drôme, représentée par Olivier PUZIN et Mikaël STERI désignée ci-après comme « la SCI ».

PREAMBULE

Le Département souhaite continuer à favoriser l'installation et le développement d'entreprises sur le territoire concourant à la création d'emplois durables et qui s'engagent dans une démarche respectueuse de l'environnement.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République, dite « loi NOTRe » a attribué aux communes, à la métropole de Lyon, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre la compétence de définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

Ces aides revêtent la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché.

Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par voie de convention passée avec le Département, lui déléguer la compétence d'octroi de tout ou partie de ces aides.

Par délibération du **27/06/2017**, l'EPCI a instauré une aide en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles et a décidé de déléguer au Département la compétence d'octroyer cette aide aux entreprises qui peuvent en bénéficier.

Le projet de la SARL PROGREENTECH a été retenu comme créateur d'activité pour l'EPCI et le Département.

La présente convention a pour objet le suivi de l'aide, versée à un organisme relais, jusqu'au bénéficiaire final et les conditions de versement et de remboursement de cette aide en fonction des obligations respectives des parties.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – MONTANT DE L'AIDE

L'EPCI alloue une aide de **1 200,00 €** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Alex, aide à verser à la SCI au titre d'organisme relais.

Le Département alloue une aide de **10 800,00 €** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Alex, aide à verser à la SCI au titre d'organisme relais.

Ces aides sont allouées sur la base du régime cadre exempté de notification N° X68/2008 relatif aux aides à finalité régionale (AFR).

ARTICLE 2 – PROGRAMME AIDE ET CONTREPARTIES

Les aides de l'EPCI et du Département sont attribuées à l'entreprise sous réserve de la réalisation d'un programme immobilier d'un montant de **150 000,00 € HT**.

De plus, l'entreprise, bénéficiaire de l'aide doit justifier, à son lieu d'implantation, entre **le 10/04/2019 et le 10/04/2022** d'une contrepartie en activité soit :

- la création de **2 emplois** en Contrat à Durée Indéterminée équivalent temps plein.

A sa demande, l'entreprise pourra se dégager de ses obligations si elle a créé les contreparties ci-dessus avant les délais impartis.

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE L'AIDE

Le paiement des sommes dues au titre de la présente décision est effectuée en trois versements. L'acompte ne pourra excéder 50% du montant prévisionnel de la subvention (aide intercommunale et départementale cumulée).

Le montant de l'aide pourra être réduit si le niveau de réalisation effectif du programme immobilier, décrit à l'article 2, n'atteint pas **50 000 €**. Le versement du 2ème acompte sera réduit, voire annulé, et un

remboursement de la subvention versée pourra être demandé si l'aide d'aide à l'immobilier d'entreprise.

Il est rappelé que l'échelonnement des versements sur une période supra-annuelle soumet obligatoirement les parties au respect des règles de l'annualité budgétaire.

Les documents justificatifs énumérés dans les articles 3-a, l'article 3-b et l'article 3-c doivent être présentés revêtus de la signature des parties et, s'il s'agit de copies, certifiés conformes à l'original par une autorité compétente.

a - Versement du premier acompte de 50%

Le versement de l'acompte s'élève à **6 000,00 €** versés par le **DEPARTEMENT DE LA DROME**.

Il est effectué au démarrage de l'opération sur présentation :

- de l'acte de vente signé.
- de la copie du contrat de location entre la SCI et l'entreprise.
- d'une attestation certifiant la répercussion de l'aide départementale par la SCI à l'entreprise.

b - Versement du 2^{ème} acompte de l'aide de 30%

Le versement du 2^{ème} acompte s'élève à **3 600 €** versé par le **DEPARTEMENT DE LA DROME**

Il intervient un mois après l'installation de l'entreprise dans les locaux constatée par :

- un récapitulatif par nature des travaux, nom de l'entreprise et montant H.T permettant d'apprécier la recevabilité des dépenses réalisées et certifié par l'expert comptable ou CAC de l'entreprise.
- une attestation du président de l'EPCI, constatant l'installation de l'entreprise dans les locaux et sa date.

c - Versement du solde de l'aide

Le versement du solde se fera au vu de la réalisation des contreparties conformément à l'article 7, soit :

DEPARTEMENT DE LA DROME.....	1 200,00€
EPCI.....	1 200,00 €

d - Conditions du versement

Les versements sont effectués au compte **de la SCI**.

Si l'entreprise fait l'objet d'une procédure judiciaire, la décision du Tribunal de Commerce de la mettre en liquidation ou de faire procéder à la cession des actifs de l'entreprise, entraîne de droit l'annulation du concours du Département et la suspension des procédures de paiement en cours.

ARTICLE 4 – VALIDITE de la DECISION D'OCTROI DE LA SUBVENTION

Le délai de validité de décision d'octroi est de 2 ans après le 31 décembre de l'année d'attribution, soit le **31/12/2021**.

Il est prorogeable au maximum une fois, pour un an, par la Commission permanente du Conseil départemental dans des cas dûment justifiés. Toute dérogation complémentaire ne pourra être qu'exceptionnelle et sur décision de l'Assemblée départementale.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA SCI

La SCI s'engage :

- à mettre le tènement à disposition de l'entreprise,
- à répercuter l'intégralité de l'aide de l'EPCI et l'aide départementale à l'entreprise par atténuation des loyers.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise s'engage :

- à créer les emplois prévus à l'article 2 de la présente convention dans les délais impartis par cet article 2. Ils devront être pourvus au jour du contrôle ; ne seront donc pas pris en compte les emplois créés et occupés temporairement en raison du départ volontaire ou non du salarié ;
- à occuper et à maintenir l'activité et les emplois sur le site subventionné par l'EPCI et le Département pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ;
- à solliciter l'accord préalable de l'EPCI et du Département avant tout projet de cession pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention. A défaut, l'entreprise s'engage à restituer la totalité de la subvention versée à l'EPCI et au Département.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander dans le cadre de la présente convention ;
- à transmettre à l'EPCI et au Département toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après à compter de la date de leur survenance, immédiatement par tout moyen :
 - en cas de modification dans la répartition du capital ainsi que de toute cessation ou réduction notable de son activité, de dissolution ou de transfert de propriété des locaux ayant bénéficié de l'aide ;
 - en cas de procédure collective, de règlement ou de liquidation judiciaire ;

Obligations de publicité et d'information incombant au bénéficiaire d'un financement du Département de la Drôme :

- apposer à l'entrée du bâtiment subventionné par l'EPCI et le Département une plaque comportant la mention : « **financé avec le soutien de COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE DROME et du DEPARTEMENT DE LA DROME** » ainsi que les logos intercommunal et départemental ;
- apposer le logo du Département de la Drôme sur ses documentations, outils, sites et pages Internet ;
- informer le Département de tout événement en lien avec le projet financier (pose de la 1^{ère} pierre, inauguration, etc.).

ARTICLE 7 – MODALITES DE CONTRÔLE DE RÉALISATION DES CONTREPARTIES

Un contrôle des engagements pris par l'entreprise en vertu de l'article 2 de la présente convention, est réalisé par l'EPCI et le Département à l'expiration du délai accordé pour la réalisation du programme, soit **le 10/04/2022**.

Le remboursement total ou partiel de l'aide consentie est exigé dans le cas où les dispositions des articles 2, 5 et 6 n'ont pas été respectées et à hauteur des montants appliqués aux emplois figurant dans la délibération de la Commission permanente visée plus haut.

ARTICLE 8 – CHARGE DU REVERSEMENT

La charge du reversement incombe :

- à la SCI, organisme intermédiaire, en cas de défaillance de l'entreprise dans ses engagements pris à l'article 6.
La SCI doit donc faire figurer les dispositions relatives à une demande de reversement dans le contrat qui le lie à l'entreprise.
- à l'entreprise, bénéficiaire final de l'aide, si la SCI ne jouit plus de la pleine propriété de l'immobilier objet de la subvention, à la demande de reversement.

Un examen des cas de défaillances rencontrées peut, en tant que de besoin, être effectué par la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme.

ARTICLE 9 – RESILIATION DU CONTRAT DE LOCATION

La SCI s'engage à informer sans délai l'EPCI et le Département de la résiliation du contrat de location en cas de manquement de l'entreprise à son obligation de payer les loyers dus.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention une fois signée entrera en vigueur à compter de sa notification aux parties. Elle prendra fin après extinction des obligations fixées dans les articles 2, 5, 6, 7 et 8 et constatées par l'EPCI et le Département.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention se fera par avenant.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par l'EPCI et/ou le Département par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

La liquidation judiciaire de l'entreprise exploitante entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention à la date de jugement de la liquidation. Toute subvention non versée à cette date sera réputée caduque.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le recours contentieux se fera auprès du Tribunal compétent.

Fait à Valence, le....., en 4 exemplaires originaux.

SARL PROGREENTECH,
Nom du signataire
Cachet

SCI LRLM
Nom du signataire
Cachet

DEPARTEMENT DE LA DROME,

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU VAL DE DROME,**
Nom du signataire
Cachet



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 28/04/2020
Reçu en préfecture le 28/04/2020
Affiché le 04/05/2020
ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_46-DE



CONVENTION

AIDE à L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (AIE)

**VALENCE ROMANS AGGLO
DEPARTEMENT DE LA DROME**

**SAS FAURE TECHNOLOGIES
SCI LES GRANDES TERRES**

- Vu le Code des collectivités territoriales et notamment son article L1511-3 tel que modifié par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu le règlement RGEC (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprise de VALENCE ROMANS AGGLO, adopté par délibération du Conseil communautaire du 29/03/2017 ;
- Vu la convention de délégation d'octroi de l'aide à l'immobilier d'entreprise entre Valence Romans Agglo et le Département de la Drôme signée le 21/06/2017 ;
- Vu la demande déposée par la SAS FAURE TECHNOLOGIES le 22/03/2019 ;
- Vu l'avis favorable de la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme émis le 27 janvier 2020 ;
- Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental de la Drôme du 30 mars 2020 ;

ENTRE

VALENCE ROMANS AGGLO, représentée par Nicolas DARAGON, Président du Conseil communautaire, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, autorisé par délibération du Conseil communautaire du 29/03/2017, désigné ci-après "l'EPCI";

ET

Le **DEPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental, agissant au nom et pour le compte dudit Département, autorisé par une délibération de la Commission permanente du 30 mars 2020, désigné ci-après "le Département" ;

ET

La **SAS FAURE TECHNOLOGIES**, dont le siège social est à Valence, immatriculée au RCS de Romans sous le numéro 312706757, représentée par Jean-Michel FAURE, agissant au nom et en sa qualités de gérant de ladite société, désignée ci-après comme "l'entreprise" ;

ET

La **SCI LES GRANDES TERRES**, dont le siège social est à Valence, représentée par Jean-Charles FAURE, désignée ci-après comme "la SCI" ;

PREAMBULE

Le Département souhaite continuer à favoriser l'installation et le développement d'entreprises sur le territoire concourant à la création d'emplois durables et qui s'engagent dans une démarche respectueuse de l'environnement.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République, dite « loi NOTRe » a attribué aux communes, à la métropole de Lyon, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre la compétence de définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

Ces aides revêtent la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché.

Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par voie de convention passée avec le Département, lui déléguer la compétence d'octroi de tout ou partie de ces aides.

Par délibération du **29/03/2017**, l'EPCI a instauré une aide en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles et a décidé de déléguer au Département la compétence d'octroyer cette aide aux entreprises qui peuvent en bénéficier.

Le projet de la SAS FAURE TECHNOLOGIES a été retenu comme créateur d'activité pour l'EPCI et le Département.

La présente convention a pour objet le suivi de l'aide, versée à un organisme relais, jusqu'au bénéficiaire final et les conditions de versement et de remboursement de cette aide en fonction des obligations respectives des parties.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – MONTANT DE L'AIDE

L'EPCI alloue une aide de **2 400,00 €** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Valence, aide à verser à la SCI LES GRANDES TERRES au titre d'organisme relais.

Le Département alloue une aide de **21 600,00€** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Valence, aide à verser à la SCI LES GRANDES TERRES au titre d'organisme relais.

Ces aides sont allouées sur la base du régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

ARTICLE 2 – PROGRAMME AIDE ET CONTREPARTIES

Les aides de l'EPCI et du Département sont attribuées à l'entreprise pour la réalisation d'un programme immobilier d'un montant de **406 000,00 € HT**.

De plus, l'entreprise, bénéficiaire final de l'aide doit justifier, à son lieu d'implantation, entre **le 22/03/2019 et le 22/03/2022** d'une contrepartie en activité soit :

- la création de **8 emplois** en Contrat à Durée Indéterminée équivalent temps plein.

A sa demande, l'entreprise pourra se dégager de ses obligations si elle a créé les contreparties ci-dessus avant les délais impartis.

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE L'AIDE

Le paiement des sommes dues au titre de la présente décision est effectuée en trois versements. L'acompte ne pourra excéder 50% du montant prévisionnel de la subvention (aide intercommunale et départementale cumulée).

Le montant de l'aide pourra être réduit si le niveau de réalisation effectif de l'article 2, n'atteint pas **200 000,00 €**. Le versement du 2ème acompte de remboursement de la subvention versée pourra être demandé si l'aide ne correspond pas au règlement d'aide à l'immobilier d'entreprise.

Il est rappelé que l'échelonnement des versements sur une période supra-annuelle soumet obligatoirement les parties au respect des règles de l'annualité budgétaire.

Les documents justificatifs énumérés dans les articles 3-a, l'article 3-b et l'article 3-c doivent être présentés revêtus de la signature des parties et, s'il s'agit de copies, certifiés conformes à l'original par une autorité compétente.

a - Versement du premier acompte de 50%

Le versement de l'acompte s'élève à **12 000,00 €** soit :

DEPARTEMENT DE LA DROME.....	9 600,00 €
EPCI.....	2 400,00 €

Il est effectué au démarrage de l'opération sur présentation :

- de l'acte de vente signé.
- de la copie du contrat de location entre la SCI et l'entreprise.
- d'une attestation certifiant la répercussion de l'aide départementale par la SCI à l'entreprise.

b - Versement du 2^{ème} acompte de l'aide de 30%

Le versement du 2^{ème} acompte s'élève à **7 200,00 €**, versé par : **DEPARTEMENT DE LA DROME**.

Il intervient un mois après l'installation de l'entreprise dans les locaux constatée par :

- un récapitulatif par nature des travaux, nom de l'entreprise et montant H.T permettant d'apprécier la recevabilité des dépenses réalisées et certifié par l'expert comptable ou CAC de l'entreprise.
- une attestation du président de l'EPCI, constatant l'installation de l'entreprise dans les locaux et sa date.

c - Versement du solde de l'aide

Au vu de la réalisation des contreparties conformément à l'article 7.

d - Conditions du versement

Les versements sont effectués au compte **de la SCI**.

Si l'entreprise fait l'objet d'une procédure judiciaire, la décision du Tribunal de Commerce de la mettre en liquidation ou de faire procéder à la cession des actifs de l'entreprise, entraîne de droit l'annulation du concours du Département et la suspension des procédures de paiement en cours.

ARTICLE 4 – VALIDITE de la DECISION D'OCTROI DE LA SUBVENTION

Le délai de validité de décision d'octroi est de 2 ans après le 31 décembre de l'année d'attribution, soit le 31/12/2021.

Il est prorogeable au maximum une fois, pour un an, par la Commission permanente du Conseil départemental dans des cas dûment justifiés. Toute dérogation complémentaire ne pourra être qu'exceptionnelle et sur décision de l'Assemblée départementale.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA SCI

La SCI s'engage :

- à réaliser l'opération telle que décrite à l'article 2 de la présente convention pour ce qui concerne le volet immobilier ou sous son contrôle dans le cas où elle mandate un tiers pour la réalisation de l'ouvrage.
- à répercuter l'intégralité de l'aide de l'EPCI et l'aide départementale à l'entreprise par atténuation des loyers.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander.

- à transmettre à l'EPCI et au Département toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après, dans un délai de un mois à compter de la date de leur survenance :

- en cas de modifications apportées aux conditions de location ou en cas de changement intervenant dans l'affectation et la destination des locaux visés à l'article 2 ;
- en cas de vente de l'immeuble décrit à l'article 2 précité.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise s'engage :

- à créer les emplois prévus à l'article 2 de la présente convention dans les délais impartis par cet article 2, **prenant en compte les emplois créés de façon consolidée par la SAS FAURE TECHNOLOGIES**. Ils devront être pourvus au jour du contrôle ; ne seront donc pas pris en compte les emplois créés et occupés temporairement en raison du départ volontaire ou non du salarié ;
- à occuper et à maintenir l'activité et les emplois sur le site subventionné par l'EPCI et le Département pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ;
- à solliciter l'accord préalable de l'EPCI et du Département avant tout projet de cession pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention. A défaut, l'entreprise s'engage à restituer la totalité de la subvention versée à l'EPCI et au Département.
- à apposer à l'entrée du bâtiment subventionné par l'EPCI et le Département une plaque comportant la mention : « **financé avec le soutien VALENCE ROMANS AGGLO et du DEPARTEMENT DE LA DROME** » ainsi que les logos intercommunal et départemental.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander dans le cadre de la présente convention ;
- à transmettre à l'EPCI et au Département toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après à compter de la date de leur survenance, immédiatement par tout moyen :
 - en cas de modification dans la répartition du capital ainsi que de toute cessation ou réduction notable de son activité, de dissolution ou de transfert de propriété des locaux ayant bénéficié de l'aide ;
 - en cas de procédure collective, de règlement ou de liquidation judiciaire ;

ARTICLE 7 – MODALITES DE CONTRÔLE DE RÉALISATION DES CONTREPARTIES

Un contrôle des engagements pris par l'entreprise en vertu de l'article 2 de la présente convention, est réalisé par l'EPCI et le Département à l'expiration du délai accordé pour la réalisation du programme, soit **le 22/03/2022**.

Le remboursement total ou partiel de l'aide consentie est exigé dans le cas où les dispositions des articles 2, 5 et 6 n'ont pas été respectées et à hauteur des montants appliqués aux emplois figurant dans la délibération de la Commission permanente visée plus haut.

ARTICLE 8 – CHARGE DU REVERSEMENT

La charge du reversement incombe :

- à la SCI, organisme intermédiaire, en cas de défaillance de l'entreprise dans ses engagements pris à l'article 6.
La SCI doit donc faire figurer les dispositions relatives à une demande de reversement dans le contrat qui la lie à l'entreprise.
- à l'entreprise, bénéficiaire final de l'aide, si la SCI ne jouit plus de la pleine propriété de l'immobilier objet de la subvention, à la demande de reversement.

Un examen des cas de défaillances rencontrées peut, en tant que de besoin, être effectué par la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme.

ARTICLE 9 – RESILIATION DU CONTRAT DE LOCATION

La SCI s'engage à informer sans délai l'EPCI et le Département de la résiliation du contrat de location en cas de manquement de l'entreprise à son obligation de payer les loyers dus.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention une fois signée entrera en vigueur à compter de sa notification aux parties. Elle prendra fin après extinction des obligations fixées dans les articles 2, 5, 6, 7 et 8 et constatées par l'EPCI et le Département.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention se fera par avenant.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par l'EPCI et/ou le Département par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

La liquidation judiciaire de l'entreprise exploitante entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention à la date de jugement de la liquidation. Toute subvention non versée à cette date sera réputée caduque.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le recours contentieux se fera auprès du Tribunal compétent.

Fait à Valence, le, en 4 exemplaires originaux.

SAS FAURE TECHNOLOGIES,
Nom du signataire
Cachet

SCI LES GRANDES TERRES,
Nom du signataire
Cachet

DEPARTEMENT DE LA DROME,

VALENCE ROMANS AGGLO,
Nom du signataire
Cachet



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 28/04/2020
Reçu en préfecture le 28/04/2020
Affiché le 04/05/2020
ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_46-DE



CONVENTION

AIDE à L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (AIE)

COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE DE DROMARDECHE

DEPARTEMENT DE LA DROME

SARL VALLET FRERES

SCI SYLVAL

- Vu le Code des collectivités territoriales et notamment son article L1511-3 tel que modifié par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu le règlement RGEC (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprise de COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE DE DROMARDECHE, adopté par délibération du Conseil communautaire du 15/12/2016 ;
- Vu la délibération du Conseil départemental de la Drôme du 13/02/2017 adoptant la délégation de la compétence d'octroi de l'AIDE à L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE ;
- Vu la convention de délégation d'octroi de l'aide à l'immobilier d'entreprise entre COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE DE DROMARDECHE et le Département de la Drôme signée le 17/07/2017 ;
- Vu la demande déposée par la SARL VALLET FRERES le 23/05/2019 ;
- Vu l'avis favorable de la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme émis le 27 janvier 2020 ;
- Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental de la Drôme du 30/03/2020 ;

ENTRE

COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTE DE DROMARDECHE, représentée par Pierre JOUVET, Président du Conseil communautaire, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté de communes, autorisé par délibération du Conseil communautaire du 15/12/2016, désigné ci-après "l'EPCI";

ET

Le **DEPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental, agissant au nom et pour le compte dudit Département, autorisé par une délibération de la Commission permanente du 30 mars 2020, désigné ci-après "le Département" ;

ET

La **SARL VALLET FRERES**, dont le siège social est à Lens Lestang, immatriculée au RCS de Romans sous le numéro 384523072, représentée par Jean-Luc VALLET, agissant au nom et en sa qualité de gérant de ladite société, désignée ci-après comme "l'entreprise" ;

ET

La **SCI SYLVAL**, dont le siège social est à Lens-Lestang, représentée par Jean-Luc VALLET, désignée ci-après comme "la SCI" ;

PREAMBULE

Le Département souhaite continuer à favoriser l'installation et le développement d'entreprises sur le territoire concourant à la création d'emplois durables et qui s'engagent dans une démarche respectueuse de l'environnement.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République, dite « loi NOTRe » a attribué aux communes, à la métropole de Lyon, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre la compétence de définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

Ces aides revêtent la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché.

Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par voie de convention passée avec le Département, lui déléguer la compétence d'octroi de tout ou partie de ces aides.

Par délibération du 15/12/2016, l'EPCI a instauré une aide en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles et a décidé de déléguer au Département la compétence d'octroyer cette aide aux entreprises qui peuvent en bénéficier.

Le projet de la SARL VALLET FRERES a été retenu comme créateur d'activité pour l'EPCI et le Département.

La présente convention a pour objet le suivi de l'aide, versée à un organisme relais, jusqu'au bénéficiaire final et les conditions de versement et de remboursement de cette aide en fonction des obligations respectives des parties.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – MONTANT DE L'AIDE

L'EPCI alloue une aide de **1 500,00 €** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Lens-Lestang, aide à verser à la SCI SYLVAL au titre d'organisme relais.

Le Département alloue une aide de **28 500,00€** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Lens-Lestang, aide à verser à la SCI SYLVAL au titre d'organisme relais.

Ces aides sont allouées sur la base du régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

ARTICLE 2 – PROGRAMME AIDE ET CONTREPARTIES

Les aides de l'EPCI et du Département sont attribuées à l'entreprise pour la réalisation d'un programme immobilier d'un montant de **480 000,00 € HT**.

De plus, l'entreprise, bénéficiaire final de l'aide doit justifier, à son lieu d'implantation, entre **le 23/05/2019 et le 23/05/2022** d'une contrepartie en activité soit :

- la création de **10 emplois** en Contrat à Durée Indéterminée équivalent temps plein.

A sa demande, l'entreprise pourra se dégager de ses obligations si elle a créé les contreparties ci-dessus avant les délais impartis.

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE L'AIDE

Le paiement des sommes dues au titre de la présente décision est effectuée en trois versements. L'acompte ne pourra excéder 50% du montant prévisionnel de la subvention (aide intercommunale et départementale cumulée).

Le montant de l'aide pourra être réduit si le niveau de réalisation effectif du programme immobilier, décrit à l'article 2, n'atteint pas **200 000,00 €**. Le versement du 2ème acompte sera réduit, voire annulé, et un

remboursement de la subvention versée pourra être demandé si l'aide d'aide à l'immobilier d'entreprise.

Il est rappelé que l'échelonnement des versements sur une période supra-annuelle soumet obligatoirement les parties au respect des règles de l'annualité budgétaire.

Les documents justificatifs énumérés dans les articles 3-a, l'article 3-b et l'article 3-c doivent être présentés revêtus de la signature des parties et, s'il s'agit de copies, certifiés conformes à l'original par une autorité compétente.

a - Versement du premier acompte de 50%

Le versement de l'acompte s'élève à **15 000.00 €** soit :

DEPARTEMENT DE LA DROME.....	13 500.00 €
EPCI.....	1 500.00 €

Il est effectué au démarrage de l'opération sur présentation :

- de l'acte de vente signé.
- de la copie du contrat de location entre la SCI et l'entreprise.
- d'une attestation certifiant la répercussion de l'aide départementale par la SCI à l'entreprise.

b - Versement du 2^{ème} acompte de l'aide de 30%

Le versement du 2^{ème} acompte s'élève à **9 000,00 €** versé par : **DEPARTEMENT DE LA DROME.**

Il intervient un mois après l'installation de l'entreprise dans les locaux constatée par :

- un récapitulatif par nature des travaux, nom de l'entreprise et montant H.T permettant d'apprécier la recevabilité des dépenses réalisées et certifié par l'expert comptable ou CAC de l'entreprise.
- une attestation du président de l'EPCI, constatant l'installation de l'entreprise dans les locaux et sa date.

c - Versement du solde de l'aide

Au vu de la réalisation des contreparties conformément à l'article 7.

d - Conditions du versement

Les versements sont effectués au compte **de la SCI.**

Si l'entreprise fait l'objet d'une procédure judiciaire, la décision du Tribunal de Commerce de la mettre en liquidation ou de faire procéder à la cession des actifs de l'entreprise, entraîne de droit l'annulation du concours du Département et la suspension des procédures de paiement en cours.

ARTICLE 4 – VALIDITE de la DECISION D'OCTROI DE LA SUBVENTION

Le délai de validité de décision d'octroi est de 2 ans après le 31 décembre de l'année d'attribution, soit le 31/12/2021.

Il est prorogeable au maximum une fois, pour un an, par la Commission permanente du Conseil départemental dans des cas dûment justifiés. Toute dérogation complémentaire ne pourra être qu'exceptionnelle et sur décision de l'Assemblée départementale.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA SCI

La SCI s'engage :

- à réaliser l'opération telle que décrite à l'article 2 de la présente convention pour ce qui concerne le volet immobilier ou sous son contrôle dans le cas où elle mandate un tiers pour la réalisation de l'ouvrage.
- à répercuter l'intégralité de l'aide de l'EPCI et l'aide départementale à l'entreprise par atténuation des loyers.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander.

- à transmettre à l'EPCI et au Département toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après, dans un délai de un mois à compter de la date de leur survenance :

- en cas de modifications apportées aux conditions de location ou en cas de changement intervenant dans l'affectation et la destination des locaux visés à l'article 2 ;
- en cas de vente de l'immeuble décrit à l'article 2 précité.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise s'engage :

- à créer les emplois prévus à l'article 2 de la présente convention dans les délais impartis par cet article 2, **prenant en compte les emplois créés de façon consolidée par la SARL VALLET FRERES**. Ils devront être pourvus au jour du contrôle ; ne seront donc pas pris en compte les emplois créés et occupés temporairement en raison du départ volontaire ou non du salarié ;
- à occuper et à maintenir l'activité et les emplois sur le site subventionné par l'EPCI et le Département pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ;
- à solliciter l'accord préalable de l'EPCI et du Département avant tout projet de cession pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention. A défaut, l'entreprise s'engage à restituer la totalité de la subvention versée à l'EPCI et au Département.
- à apposer à l'entrée du bâtiment subventionné par l'EPCI et le Département une plaque comportant la mention : « **financé avec le soutien COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PORTE DE DROMARDECHE et du DEPARTEMENT DE LA DROME** » ainsi que les logos intercommunal et départemental.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander dans le cadre de la présente convention ;
- à transmettre à l'EPCI et au Département toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après à compter de la date de leur survenance, immédiatement par tout moyen :
 - en cas de modification dans la répartition du capital ainsi que de toute cessation ou réduction notable de son activité, de dissolution ou de transfert de propriété des locaux ayant bénéficié de l'aide ;
 - en cas de procédure collective, de règlement ou de liquidation judiciaire ;

ARTICLE 7 – MODALITES DE CONTRÔLE DE RÉALISATION DES CONTREPARTIES

Un contrôle des engagements pris par l'entreprise en vertu de l'article 2 de la présente convention, est réalisé par l'EPCI et le Département à l'expiration du délai accordé pour la réalisation du programme, soit **le 23/05/2022**.

Le remboursement total ou partiel de l'aide consentie est exigé dans le cas où les dispositions des articles 2, 5 et 6 n'ont pas été respectées et à hauteur des montants appliqués aux emplois figurant dans la délibération de la Commission permanente visée plus haut.

ARTICLE 8 – CHARGE DU REVERSEMENT

La charge du reversement incombe :

- à la SCI, organisme intermédiaire, en cas de défaillance de l'entreprise dans ses engagements pris à l'article 6.
La SCI doit donc faire figurer les dispositions relatives à une demande de reversement dans le contrat qui la lie à l'entreprise.
- à l'entreprise, bénéficiaire final de l'aide, si la SCI ne jouit plus de la pleine propriété de l'immobilier objet de la subvention, à la demande de reversement.

Un examen des cas de défaillances rencontrées peut, en tant que de besoin, être effectué par la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme.

ARTICLE 9 – RESILIATION DU CONTRAT DE LOCATION

La SCI s'engage à informer sans délai l'EPCI et le Département de la résiliation du contrat de location en cas de manquement de l'entreprise à son obligation de payer les loyers dus.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention une fois signée entrera en vigueur à compter de sa notification aux parties. Elle prendra fin après extinction des obligations fixées dans les articles 2, 5, 6, 7 et 8 et constatées par l'EPCI et le Département.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention se fera par avenant.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par l'EPCI et/ou le Département par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

La liquidation judiciaire de l'entreprise exploitante entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention à la date de jugement de la liquidation. Toute subvention non versée à cette date sera réputée caduque.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le recours contentieux se fera auprès du Tribunal compétent.

Fait à Valence, le, en 4 exemplaires originaux.

SARL VALLET FRERES,
Nom du signataire
Cachet

SCI SYLVAL,
Nom du signataire
Cachet

DEPARTEMENT DE LA DROME,

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
PORTE DE DROMARDECHE,**
Nom du signataire
Cachet